

MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE À PARIS



LE 19 OCTOBRE : SOUSCRIVEZ, INSCRIVEZ-VOUS !



Succès de la réunion U&A FSU du 19 septembre

Un nombre appréciable de camarades ont débattu ensemble et avec Jean Lafontan, responsable national du courant de pensée, pendant près de trois heures, vendredi 19 septembre, dans l'amphithéâtre de la présidence de l'université de Pau. Des camarades étaient même venus des Landes, en particulier le secrétaire académique du SNUEP.

Seul bémol à la satisfaction de voir des syndicalistes de la FSU discuter vivement ensemble de la situation et de la stratégie syndicale qui doit permettre d'en sortir, l'assistance était composée très majoritairement de militants âgés, et uniquement de personnels de l'éducation nationale.

Le débat s'engage après un très court propos liminaire de Jean-Jacques Le Masson qui trace le cadre dans lequel cette réunion a été organisée :

- difficulté de perception du courant de pensée par un nombre significatif d'adhérents,
- tendance de la part de responsables syndicaux à considérer que le fonctionnement en courants de pensée est obsolète, ce qui favorise objectivement les représentants du courant de pensée Ecole Emancipée qui prennent les responsabilités que les camarades U&A ne prennent plus,
- conséquence de ce « choix » par défaut : au lieu du large rassemblement pour comprendre et expliquer les conséquences de la crise politique, pour construire la riposte en faisant participer le plus grand nombre de salariés, on assiste à l'expression permanente du désarroi devant les attaques subies par les services publics et leurs salariés, on ne construit pas réellement les luttes et les convergences de lutte, on dénonce les carences réelles des organisations politiques, mais on stérilise toute possibilité de construction d'une alternative.
- Cadre général enfin où le président de la République et le gouvernement profitent des difficultés syndicales générales pour avancer très vite et très brutalement dans l'application d'une politique de profond bouleversement de notre société : tout organiser en faveur des plus riches dont l'essor doit théoriquement permettre à notre pays de se placer en bonne position

dans la compétition européenne et mondiale.... La grave crise financière et politique consécutive à ce choix partagé par la plupart des gouvernants mondiaux démontre que le résultat attendu ne peut pas être le résultat annoncé. Elle offre à notre organisation syndicale la possibilité d'avancer dans le degré d'explication et de montrer l'urgence de réfléchir ensemble, d'agir ensemble, pour gagner ensemble.

La première partie de la réunion, après cela, a été vive et passionnante : les camarades ont exprimé leurs inquiétudes et leurs exigences. Quelle est la stratégie de réponse de la FSU aux attaques du gouvernement ? Et donc quelle est l'orientation donnée par Unité & Action, puisque ce courant est majoritaire ?

Les camarades n'ont pas l'impression de participer à l'élaboration de l'orientation de leur courant de pensée. Comment fonctionne-t-il ? Quelles sont les perspectives de gagner ? Comment va évoluer la FSU dans le cadre des lois sur la représentativité ? Qu'est-ce que c'est que ce dialogue social qui risque de prendre le syndicat en otage ? Il faut revoir les fondements de notre engagement. Il faut faire participer le plus grand nombre de camarades au travail d'orientation du courant qui est très divers, ce qui rend la discussion régulière et générale absolument indispensable.

Après de longs échanges et l'expression, par les collègues, parfois, de mécontentements sérieux vis-à-vis d'organisations syndicales de la FSU, Jean Lafontan déroule plusieurs points :

Il faut confronter les matières grises !

- La politique appliquée par ce gouvernement conduit notre pays à un tournant de civilisation. Il reste encore beaucoup à démolir, mais la tornade est devant, pas derrière nous. Il faut qu'on en prenne conscience, non pas pour baisser les bras, mais, au contraire, pour construire très vite la riposte efficace.
- Ce gouvernement fait tout pour préserver les riches
- On s'occupe des pauvres de diverses façons qui permettent leur exploitation tout en ne les conduisant pas à la révolte
- Les couches moyennes (il faut prendre en compte l'imprécision de la définition), sont principalement dans la visée gouvernementale. C'est tactiquement et stratégiquement important : le président de la République avait annoncé qu'il serait le président du pouvoir d'achat. Il n'a fait progresser que le pouvoir d'achat des plus riches et mine celui des moins riches. Nous devons donner les explications nécessaires et proposer une alternative. Mais cela fait en même temps la difficulté de l'entente entre nous tous qui voulons partager la même analyse : des couches entières de la population sont menacées de façon inégale et les moins défavorisées continuent de croire qu'elle s'en tireront mieux que les autres. C'est le résultat du travail de division du pouvoir, de l'individualisation croissante des destins salariés, de la guerre idéologique menée depuis des années contre l'idée de solidarité.
- Depuis des années, on demande aux syndicats de faire le travail que les partis politiques [de gauche] n'ont pas réussi à réaliser. Cela met sur les syndicats des responsabilités qui risquent de les couper d'une masse de leurs adhérents. Ce qui caractérise un syndicat, c'est qu'il rassemble les salariés sur la défense de leurs intérêts individuels et collectifs communs. Passer de cette défense à la construction d'une alternative directement politique risque de faire éclater le rassemblement large des salariés qui ont, dans leur vie sociale, des choix politiques différents. Quel sera le bénéfice global ? Il faut trouver la balance entre l'aspect strictement professionnel des revendications, et l'intervention sur les raisons politiques qui conduisent à la destruction de leurs conditions de vie et de travail. Ce peut être un travail d'indication de choix

pour défendre les services publics, choix dont doivent s'emparer les partis politiques qui souhaitent un changement positif en faveur du maintien et de l'amélioration du tissu social et des avantages collectifs permis par les services publics.

- Le gouvernement et le président de la République disposent de moyens considérables qui leur permettent de lancer un chantier de destruction presque chaque jour. Les organisations syndicales ne doivent plus s'essouffler à tenter de suivre et de rattraper le rythme destiné à les essouffler. Il faut travailler collectivement, sur les grands enjeux, et permettre aux salariés de trouver des raisons de s'engager à fond et nombreux dans une lutte de fond contre cette dynamique mortelle.
- Enfin, il est indispensable de donner des raisons d'espérer, de lutter, de croire qu'on peut gagner. Et on peut !

Plusieurs chantiers de réflexion sont engagés : faire participer le plus grand nombre de collègues à la réflexion syndicale et à la lutte : **il faut confronter les matières grises !** Et pas seulement par courrier électronique interposé, non, en camarades, face à face, côte à côte, en confrontant les idées, en discutant, en construisant en commun en s'appuyant sur ces richesses diverses.

Enfin, faire de la lettre U&A FSU 64, un outil plus large de confrontation des idées, une occasion de proposer aux camarades U&A des idées, des analyses, des actions.

Deux actions très importantes dans les jours à venir :

- la journée internationale de lutte du 7 octobre,
- la manifestation nationale du 19 octobre à Paris.

À l'occasion de la journée de grève et d'action du 7 octobre, la FSU 64 organise un forum-débat des salariés des services publics, salle 708 du complexe de la République à Pau. Notre camarade Sami Bouri fera un court exposé liminaire pour expliciter les raisons de la crise actuelle du capitalisme. Tous les syndicats de la Fonction publique sont invités à participer à ce forum qui doit permettre, par ailleurs, de faire le point sur les convergences des attaques subies et sur les convergences de lutte à construire en commun.

Pour ce qui concerne la manifestation du 19 octobre pour défendre l'Ecole, le front d'appel des organisations s'élargit chaque jour. Des personnalités nombreuses appellent elles aussi à se rassembler pour exiger la défense de l'Ecole et la construction d'un service public d'éducation nationale à la hauteur des exigences de notre époque et des richesses produites par les travailleurs.

Ces manifestations sont évoquées dans la revue nationale ENJEUX UNITE & ACTION à laquelle nous recommandons l'abonnement.

*

* *

Exceptionnellement, nous reproduisons ci-dessous un article de Jean Lafontan qui fait le point sur la réunion nationale U&A de début juillet à laquelle des militants locaux ont participé. Ces propos recourent étroitement les débats du 19 septembre à Pau :



Attentifs, actifs et sans exclusive

Si 80 militants U&A se sont déplacés le deux juillet, c'est bien que le besoin d'échanges, sur une année scolaire bien combative, était pressant.

Nous avons eu à débattre de trois grandes questions : sur nos luttes et la façon de les diriger, sur leurs résultats et sur les questions d'actualité, de représentativité.

Le gouvernement est en difficulté mais pas discrédité et sa tactique d'ouvrir de multiples fronts de lutte lui laisse les moyens de rebondir, reculer, feinter, sans apparaître comme étant en échec de façon globale.

Finie la tactique style C.p.e. dont l'échec cuisant a démontré que vouloir prendre de front un dossier important et le porter jusqu'au bout n'était pas sans risques. L'étape actuelle de la tactique gouvernementale est donc de créer de multiples turbulences afin de mettre en difficulté les organisations opposantes, étant donné la faiblesse en nombre de leurs militants.

Tout cela conduit à une débauche d'énergie pour des résultats qui, jugés à l'aune de l'engagement militant, n'apparaissent pas profitables. Il faut éviter que cette stratégie-là ne nous place sur une position essentiellement défensive et réactive pouvant conduire à une spirale de l'échec.

Il y a une transformation de la conflictualité et la tâche des directions syndicales est de relier et de dynamiser les secteurs en lutte et de solliciter ceux des secteurs ayant du mal à passer à l'action. Cela doit nous conduire, du point de vue des directions syndicales, et à tous les niveaux, à combiner plus finement les explications générales et à mieux mettre en valeur les replis tactiques ou les reculs

imposés. Nous devons nous convaincre que nous ne gagnerons pas par k.o. mais par des séries d'avancées plus limitées, dont la capitalisation devrait établir un nouvel étiage qui nous soit plus favorable qui soit plus favorable à nos revendications qu'aux volontés gouvernementales.

Ce cadre pose la question de la qualité des mouvements revendicatifs que nous impulsions ou qui naissent de façon autonome au niveau local. Chacune et chacun est à peu près d'accord sur leur caractérisation :

- ⇒ Des mouvements très inégaux selon les secteurs concernés (au niveau fonction publique) et avec des écarts de grande ampleur dans les taux de grévistes, phénomène durable depuis quelques années.*
- ⇒ Des luttes revendicatives locales beaucoup plus fréquentes et parfois très déterminées, vivant en marge ou dans des mouvements plus généraux en tout état de cause aidant leur relance, impulsant aussi de nouveaux rythmes de mobilisation. Ces "nouvelles pratiques de mobilisation" (occupation de nuit, par exemple, des établissements) nous questionnent sur notre positionnement par rapport à elles. Ce phénomène est indubitablement positif, mais complique les décisions nationales dans la mesure où elles exacerbent le type de décision à prendre du point de vue de l'unité des personnels et de leur perception des besoins de lutte.*
- ⇒ La question de l'unité d'action syndicale balance entre un "tous ensemble" -revendiqué par une partie des personnels et qui tend, à ce prix, à réunir des organisations syndicales sur des plateformes revendicatives très minimales et parfois, très éloignées des contenus que l'on porte - et l'action "identitaire", plus isolée du point de vue du nombre d'organisations appelantes mais plus fortes sur le contenu revendicatif. L'unité "à tout prix" éclipse les débats internes (tant dans U&A qu'entre syndicats nationaux.), conduit à des plateformes lisses et ne garantit pas nécessairement la mobilisation (bons exemples en fin d'année scolaire). Dernière caractéristique sur cette question de l'unité d'action : le constat d'une multiplicité de fronts d'unité, qui opacifie les repères du rassemblement : organisations qui signent ici mais pas là, plateformes élastiques selon les participants, niveau d'engagement de chacune des organisations très inégal ; nous pourrions parler d'un désordre d'unité. Au final ce spectre des possibles, plus ou moins bien maîtrisé au niveau national, conduit trop souvent les directions à ne pas mener le débat idéologique ouvert avec les autres organisations sur le contenu revendicatif. Cela ne conduit-il pas à brouiller les repères pour la compréhension des ressorts de l'engagement de chacun et de leur compréhension fondée des raisons de l'engagement ?*
- ⇒ Nous devons être attentifs à tout ce système de décision de l'action. D'une part si la voie démocratique n'est pas intégrée de façon attentive, nous risquons de transformer nos directions départementales en simples applicatrices de décisions qui leur échappent (sur le fond des décisions) et les personnels en spectateurs du bras de fer qui se déroule sous leurs yeux entre le gouvernement et les syndicats ; là aussi, la question de la jonction entre le local et le national est parfois (douloureusement) posée.*
- ⇒ La fin de l'année scolaire et la perspective de la rentrée 2008 nous ont conduits à la question suivante : va-t-on vers une répétition de l'année écoulée sur les mobilisations ? Des voix ont posé la question de l'utilisation pertinente de la grève, du dépassement du couple grève/manif, voire, un temps fort n'a-t-il que la forme de grève ? L'examen de ce qui*

s'est passé montre que la grève n'a pas été le seul recours durant l'année, mais ces questions révèlent certainement un double décalage, dans le mode de prise de décision, entre les directions nationales et locales, sur l'appréciation de la situation et sur les exigences de la constitution du rapport de force.

- ⇒ *La crise du couple grève/manif est le symptôme de la crise de l'efficacité syndicale : beaucoup de luttes et peu d'effets. La sortie de cette impasse tient à notre capacité d'élargir collectivement nos explications et de mieux fonder nos revendications. Il est clair que la grève ne doit pas être un réflexe, par contre c'est bien la lutte qui doit l'être et qui doit être valorisée sous toutes ses formes.*

Ce panorama de la lutte s'étoffe des questions des transformations du syndicalisme lui-même. En dehors des négociations qui se mènent entre le patronat et les confédérations et les accords de Bercy pour la fonction publique, les projets du gouvernement sur la fonction publique, tout comme la mise en place de la R.g.p.p., peuvent conduire à miner notre champ syndical ; quant à l'évolution des débats sur le privé, les réactions des confédérations, comme nos analyses, montrent que nous nous acheminons vers des transformations historiques à partir de la position commune signée par la C.g.t. et C.f.d.t.

La question de l'unification, comme de la réunification n'est pas neuve pour U&A ; elle est fondatrice du courant. Pour autant, se posant dans des conditions où le syndicalisme est éclaté et affaibli (grosse perte de syndiqués depuis 15 ans), la concurrence forte, la nécessité du débat, s'il est difficile entre organisations doit se tourner vers les personnels afin qu'ils soient acteurs du renouveau. C'est bien le principe majoritaire des accords qui va piloter le positionnement syndical dans l'entreprise au vu des organisations reconnues représentatives. Cette perspective n'est pas sans créer des remous : nous assistons à des préliminaires de regroupements sans principe (C.g.c. /U.n.s.a.), à des affrontements entre les non signataires et la C.g.t. et la C.f.d.t. qui, dans l'immédiat, desservent les salariés. Cette phase doit nous conduire à expliciter les stratégies de chacune des organisations, au risque, sinon, de repliements sur base corporatiste ou professionnelle, enfermant les consciences dans le minimum nécessaire à la survie... En tout état de cause, nous allons vers des débats longs et difficiles. Si tout le monde est d'accord sur cette approche, la logique du "dialogue social" actuellement en œuvre dans tous les rapports avec les ministères, ne conduit-elle pas à l'inversion du couple action-négociation en nous obligeant à travailler plus en amont nos propositions et à mieux apprécier les possibilités de convergence lors des débats en présence ? Signer des constats avec les ministères et des textes avec d'autres organisations syndicales peut soulever des interrogations par rapport à nos revendications. Mais ces questionnements révèlent plus souvent un doute sur nos propres capacités à créer un rapport de force pour inverser les tendances en cours.

Il est essentiel de mener un débat avec les personnels, sachant que toutes les questions, de rapprochements, de convergences, de travail en commun, ne passeront pas par les seules directions nationales.

De ce point de vue, nous devons être très attentifs à l'état d'esprit de nos collègues et U&A doit se donner comme ligne de conduite de n'avoir aucune exclusive dans les contacts interfédéraux et inter confédéraux, et d'essayer, en permanence de trouver les divers types de travail en commun dans différents cadres unitaires pour faire progresser les idées et valeurs défendues par la FSU., et réaliser des convergences utiles aux salariés et l'ensemble de la société.

Jean Lafontan

U&A FSU 64, le 27 septembre 2008